LES ENJEUX

CHIFFRES & PERFORMANCES | BUSINESS

Italie : un marché online à 5 milliards d'euros



Vincent Reynaert
Publié le 4 mars 2026 . Lecture estimée : 7 min



Avec 5,1 milliards d'euros de produit brut des jeux en ligne en 2025, l'Italie devient le premier marché réglementé d'Europe. Mais derrière ce cap symbolique, c'est un changement de modèle qui s'opère : moins d'acteurs, plus de capital, une régulation renforcée. Un signal fort pour tout l'écosystème européen.

Les chiffres publiés par l'Agenzia delle Dogane e dei Monopoli sont clairs. En 2024, le marché italien des jeux a généré 157,45 milliards d'euros de mises, 21,577 milliards d'euros de Produit Brut des Jeux (PBJ) et 11,6 milliards d'euros de recettes fiscales.

Avec plus de 21 milliards d'euros de PBJ global, l'Italie dépasse désormais le Royaume-Uni en volume et s'impose comme le premier marché réglementé d'Europe.

Mais la réalité est plus nuancée qu'il n'y paraît. L'online représente environ 58,6 pour cent des mises totales, mais seulement 23 pour cent du PBJ. Pourquoi ce décalage ? Les taux de redistribution. En ligne, ils avoisinent 94,6 pour cent, contre 74,6 pour cent dans le terrestre. Autrement dit, les marges restent plus élevées dans les réseaux physiques.

Les casinos, machines et points de vente traditionnels pèsent encore plus des trois quarts de la dépense réelle des joueurs. L'Italie reste donc un marché hybride, où le retail conserve une place structurante.

La tendance de fond est cependant sans ambiguïté. Entre 2019 et 2024, le jeu en ligne a progressé de 153 pour cent. Sur la même période, le terrestre recule d'environ 12 pour cent par rapport au niveau pré pandémie. Les recettes des machines sont tombées à 32,6 milliards d'euros en 2024, soit près de 30 pour cent de moins qu'en 2019.

Le pays est à la fois mature et en transition.

2025 : le casino online comme moteur principal

En 2025, le PBJ online atteint environ 5,1 milliards d'euros, en progression modérée de 2 pour cent. La croissance est moins spectaculaire qu'au sortir de la crise sanitaire, mais elle reste solide dans un contexte de refonte réglementaire.

La dynamique interne des verticales est en revanche très contrastée.

Le casino online confirme son rôle central avec 3,2 milliards d'euros de PBJ, en hausse de 15,8 pour cent sur un an. Il représente désormais plus de 60 pour cent du PBJ digital. En décembre 2025, le seul casino online a généré 333,7 millions d'euros, soit une progression de 18,4 pour cent par rapport à décembre 2024. Les machines à sous en ligne concentrent environ 65 pour cent des dépenses casino, avec plus de 215 millions d'euros sur le mois.

À l'inverse, les paris sportifs online reculent autour de 1,7 milliard d'euros, en baisse estimée à 5,6 pour cent. Le repli se concentre surtout sur le quatrième trimestre 2025, période de transition vers le nouveau régime de licences. Les mises n'ont diminué que d'environ 4 pour cent en décembre, ce qui suggère davantage une compression des marges et des ajustements techniques qu'un désengagement des joueurs.

Le poker, pour sa part, progresse légèrement autour de 190 millions d'euros, en hausse de 5,6 pour cent.

Le signal est clair : en Italie, comme sur la plupart des marchés européens régulés, le casino online est devenu la principale variable de croissance.



Si l'activité Retail garde un poids important dans le PBJ italien, le jeux en ligne est désormais dominant notamment grâce aux casinos en ligne et aux paris sportifs.

La réforme de 2025 : un choc capitalistique assumé

Le véritable tournant intervient avec le Décret législatif n°41 de 2024, entré en vigueur le 13 novembre 2025.

Le coût d'une licence passe de 200 000 euros à 7 millions d'euros pour une durée de neuf ans. Le modèle des skins, qui permettait à un opérateur de faire vivre plusieurs marques sous une même licence, est supprimé. Le nombre maximal de licences par groupe est plafonné à cinq.

Les effets sont immédiats. Le nombre d'opérateurs chute de plus de 80 à 46. Les domaines actifs passent de plus de 400 à 52. La fiscalité est légèrement relevée, à 25,5 pour cent sur le PBJ casino et 24,5 pour cent sur les paris sportifs. Une contribution obligatoire de 0,2 pour cent du PBJ est instaurée pour financer le jeu responsable.

L'Italie a fait un choix clair : privilégier un marché sélectif, concentré et solidement capitalisé. L'accès n'est plus ouvert à des opérateurs faiblement dotés. Il suppose désormais une capacité financière et industrielle réelle.

Vers un marché oligopolistique

Dans ce nouvel environnement, deux groupes structurent l'équilibre concurrentiel.

Lottomatica reste le leader avec environ 31 pour cent du PBJ casino online. Face à lui, Flutter Entertainment s'est renforcé grâce à l'intégration de Sisal et à l'acquisition de Snaitech pour 2,3 milliards d'euros en 2024. Le groupe contrôle environ 26,5 pour cent du casino online et près de 30 pour cent des paris sportifs.

À eux deux, ces acteurs concentrent plus de la moitié du marché casino digital. Les projections sectorielles évoquent à moyen terme quatre à cinq groupes captant près de 80 pour cent du PBJ online.

L'Italie assume donc une concentration accrue, perçue comme un levier de stabilité fiscale et réglementaire.

Réduire l'illégal et sécuriser les recettes

En 2024, l'autorité italienne a mené plus de 28 000 inspections et bloqué 721 sites illégaux. Le marché noir est estimé autour de 25 milliards d'euros de mises annuelles.

L'objectif politique est transparent. En renforçant les exigences financières et en réduisant le nombre d'opérateurs, le gouvernement cherche à accroître la visibilité des acteurs licenciés et à capter une part des flux aujourd'hui orientés vers l'illégal.

Les projections indiquent que le nouveau régime pourrait porter le PBJ online au-delà de 5,5 milliards d'euros dès 2026, avec jusqu'à 1,5 milliard d'euros de recettes fiscales issues du digital.

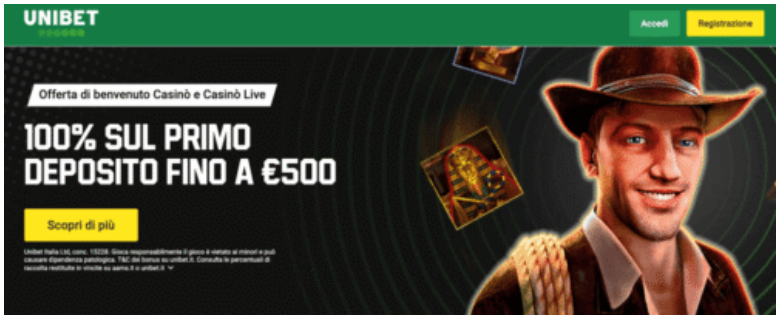
Ce que cela dit aux opérateurs français

Pour les acteurs français, plusieurs enseignements émergent.

D'abord, la barrière financière devient un outil central de régulation. Avec un ticket d'entrée à 7 millions d'euros, l'Italie a opéré un tri structurel. La France conserve une logique différente, notamment avec une fiscalité fondée sur les mises pour les paris sportifs, mais la question de la soutenabilité économique reste posée.

Ensuite, la consolidation apparaît comme la trajectoire dominante en Europe. Les marchés très fragmentés tendent à se resserrer autour d'acteurs capables d'absorber des coûts réglementaires et marketing élevés.

Enfin, un marché à 5 milliards d'euros online n'est pas synonyme de rentabilité automatique. Les investissements en technologie, en conformité et en acquisition client sont considérables. Sans taille critique, l'équation devient rapidement complexe.



Une offre Unibet en Italie ? C'est désormais un souvenir, FDJ United ayant pris la décision de ne pas candidater pour obtenir une licence transalpine.

Le cas français : retrait et ambition

Un signal mérite d'être relevé. FDJ United n'a pas déposé de nouvelle demande de licence pour Unibet. Ce choix illustre la sélectivité accrue du marché italien et la nécessité d'arbitrages stratégiques.

Dans le même temps, les regards se tournent vers Winamax. La marque au W devrait lancer une offre combinée paris sportifs et poker en Italie. Si l'opération se confirme, il s'agira d'un test stratégique majeur : première implantation structurée dans un marché ultra concentré, confrontation directe avec des groupes comme Lottomatica et Flutter, et validation d'un modèle intégré hors du cadre français.

L'Italie pourrait devenir un révélateur. Celui de la capacité des acteurs français à s'inscrire durablement dans une Europe dominée par des groupes capitalisés et multi juridictionnels.

Une Europe en recomposition

Avec un PBJ continental estimé à 123,4 milliards d'euros en 2024, l'Europe reste le premier espace réglementé mondial.

En franchissant le seuil des 5 milliards d'euros online, l'Italie ne fait pas qu'ajouter un chiffre à la statistique. Elle confirme une transformation plus profonde des marchés nationaux. Moins d'acteurs, plus de capital, plus d'exigences réglementaires.

Pour les opérateurs français, l'expansion internationale n'est plus une opportunité marginale. C'est un choix stratégique structurant. Et dans cette nouvelle carte européenne des jeux, l'Italie occupe désormais une place centrale.